

Tous les Conseillers d'état avaient des tâches plus importantes à régler que de venir partager un moment de silence, avec une partie de la population indignée du peu d'ampleur que prend la question du suicide chez les jeunes au niveau politique, avec certains parents qui ont perdu leur enfant, avec certains jeunes qui estiment qu'il faut enfin parler du suicide sans se voiler la face, sans prétendre qu'on fait déjà suffisamment, sans se trouver des rendez-vous prétextes.

Lettre ouverte

à M^{me} Brunschwig-Grafet M. Segond, après la MARCHÉ SILENCIEUSE du 9 septembre :

Genève, le 23 septembre 2000

Madame, Monsieur,

Le suicide ne serait « *pas entouré d'un silence gênant, comme le prétendent certains* » déclarait le Président du conseil d'Etat, M. Segond, à la séance du Grand conseil le 22 septembre 2000. Or, comme il le soutiendra dans la suite de sa réponse à une interpellation urgente de M^{me} Fabienne Bugnon, ce n'est pas « *un et un seul* » établissement postobligatoire qui n'a voulu entrer en matière avec nous, mais tout l'entourage du postobligatoire. Est-ce « *soutenir dans une large mesure* » l'action STOP SUICIDE, que d'envoyer deux affiches à chaque établissement du postobligatoire. Alors que le *Service Santé de la Jeunesse, l'Unité d'étude et de prévention du suicide* et *Children Action* ont considéré cette action comme très positive, pourquoi le conseil d'Etat semble l'ignorer?

Les chiffres. Les chiffres vous les connaissez certainement tout aussi bien que nous-mêmes, organisatrice/teur de la MARCHÉ SILENCIEUSE STOP SUICIDE. Toutefois, nous tenions à vous informer, Madame, Monsieur, que l'ONU ne rend pas publique les chiffres mondiaux exactes de suicides dans la classe d'âge 15-25 ans... Cela n'est pas un silence gênant?

Pour en revenir au cas de Genève. Nous nous sommes sentis déabusé lorsque nous avons vu les efforts qui ont dû être faits, auprès du conseil d'Etat, auprès des députéEs, auprès de la presse, pour que notre action du 9 septembre ait une certaine résonance. Or, malgré nos efforts, seul M^{me} Fabienne Bugnon et M. Luc Gilly ont immédiatement répondu présent à notre MARCHÉ SILENCIEUSE et nous ont aidé, politiquement et humainement. Nous avons été très déçus de savoir que les conseillers d'Etat avaient toutes et tous des tâches plus importantes à régler que de venir partager un moment de silence, avec une partie de la population indignée du peu d'ampleur que prend la question du suicide chez les jeunes au niveau politique, avec certains parents qui ont perdu leur enfant et en souffriront toujours, avec certainEs jeuneEs qui estiment, tout comme nous, qu'il faut enfin parler du suicide chez les jeunes sans se voiler la face, sans prétendre qu'on fait déjà suffisamment, sans se trouver des rendez-vous prétextes pour éviter un moment de réel réflexion

Madame, Monsieur, nous ne sommes pas conseillers d'Etat, nous ne sommes pas psychologues, mais nous nous permettons, malgré tout, de donner notre avis. D'une part, parce que nous nous sommes entourés de personnes compétantes connaissant le monde de l'enseignement et le monde politique. D'autre part, parce que nous sommes régulièrement confronté à ce que nous dénonçons: le silence. Après la mort d'un jeune il est très difficile d'en parler avec quelqu'un, car il n'y a personne sur le moment. Il est très difficile d'en parler à unE amiE, car on a peur de pénétrer son intimité. Et il est encore plus difficile de s'adresser à un numéro spécialisé, car on a peur; car il n'est pas gratuit et que l'on ne peut pas forcément se permettre de téléphoner quelques heures...

Voilà pourquoi nous estimons, malgré les propos rassurants de M. Segond, le 22 septembre, en réponse à M^{me} Bugnon, qu'il faut absolument faire beaucoup plus que ce qui est fait aujourd'hui. Un tabou ne tombe pas d'un coup, vous le savez, nous le savons. Or, malgré la bonne volonté, affichée, du gouvernement cela ne suffit absolument pas. Car le tabou, la honte de parler du suicide, est enraciné dans la tête de la population, de nos jeunes.

Et, c'est à vous, Madame, Monsieur les conseillers d'Etat, de mener un travail de profondeur, grâce à divers associations, grâce à des numéros gratuits, grâce à la participation à des débats, grâce au travail en commun entre vous, professionnellEs, jeunes et nous, de mener une campagne d'ouverture en ce qui concerne le suicide des jeunes.

Certes, et nous le savons aussi, il est beaucoup plus difficile et plus dangereux, de parler du suicide que de la drogue, de la sexualité ou du SIDA, mais il faut en parler le plus possible, comme le disait, par ailleurs, Monsieur le président du conseil d'Etat. Certes, et nous le savons aussi, il ne faut surtout pas banaliser la question du suicide.

Mais, avec des masques blancs de non-expression, un silence pesant, nous ne banalisons pas la question du suicide des adolescents, mais proposons, à toutes et à tous, d'en parler plus ouvertement, proposons, à toutes et à tous, d'ouvrir leur coeur et d'écouter, d'ouvrir leurs mains et de les tendre, de jeter les masques et d'abandonner le silence.

Toutefois, comment peut-on mener un combat contre un fléau ravageur, quand on a juste assez d'argent pour survivre, comme ravageur, si dans les établissements d'encadrement de la jeunesse on ne peut pas s'exprimer librement, pour des raisons politiques plus qu'humaines? Comment peut-on mener un combat contre un fléau ravageur, si la population n'ose en parler? Comment la population oserait-elle en parler si le monde politique, de droite comme de gauche, se borne à agir en silence? Comment le monde politique peut-il agir si les meneurs du jeu prétendent que le silence autour de la question du suicide chez les jeunes n'est que fiction de certainEs?

[...] s u i t e e t f i n e n p a g e 8

Madame la conseillère d'Etat, Monsieur le conseiller d'Etat, peut-être ne l'avez vous pas encore remarqué, mais plus dix suicides, d'un des jeunes de vos établissements, ont lieu chaque année à Genève. Madame,

Monsieur, nous espérons voir une réaction meilleure qu'un « nous ne sommes pas coupables » devant les députéEs, car personnes n'est coupable, mais tout le monde est concerné. Nous ne devons plus laisser les jeunes goûter au suicide...

Nous vous prions d'agréer, Madame la conseillère d'Etat, Monsieur le conseiller d'Etat, nos salutations ditinguées.

AURELIE JAECKLE et FLORIAN IRMINGER

Suite à notre courrier... notre réaction à la réponse du Conseil d'état...

De réponse, nous en avons eu une, mais malheureusement aucune du chef de la santé genevoise, Monsieur Segond, mais probablement se range-t-il derrière les paroles et les positions prises par sa collègue, dans sa réponse, Madame Brunschwig-Graf.

En tant que présidente du Département de l'instruction publique, la Conseillère d'état se dit satisfaite que le problème du suicide des jeunes soit également traité par des jeunes et elle estime, même, qu'il faudrait, en nuancant ses propos malgré tout, faire de la prévention plus directement dans les collèges. Mais cela, n'est-ce pas justement une des propositions de STOP SUICIDE, avec son groupe de travail ?

Bref, Martine Brunschwig-Graf, même si notre lettre ne lui demandait pas une telle prise de position, se dit réellement touchée des actions faites par ses élèves !

Toutefois, probablement de par divers problèmes politiques, elle ne prend, à aucun moment, clairement position sur la prévention du suicide, que se soit dans les lieux d'encadrements de la jeunesse ou encore par

rapport aux moyens mis à disposition de la prévention du suicide.

Malgré tout cela, nous pouvons nous laisser aller à apprécier la petite phrase, de la Conseillère d'état, qui dit qu'il faudrait réellement briser le silence qui entoure la question du suicide...

Mais, mais, mais, si tant de bonnes paroles sont émises, pourquoi donc, Mesdames et Messieurs les Conseillers d'état, Mesdames et Messieurs les députés, la politique locale de prévention du suicide n'est-elle pas plus ouverte, que se soit financièrement ou socialement ? Pourquoi, si tant d'ouverture est affichée, seulement quatre députés ont participé à notre MARCHE SILENCIEUSE et seulement deux députés –Fabienne Bugnon et Luc Gilly- ont réellement participé à l'organisation de la marche ?

FLORIAN IRMINGER

Libre opinion

Quand nous interpellons le monde politique...

Eh oui... malheureusement la moyenne d'âge du comité directeur n'excède guère 18 ans et, visiblement, cela semble poser un problème de crédibilité dans ce monde peuplé de requins qu'est la politique. Certes nous sommes tous jeunes et probablement, du moins j'ose l'espérer, notre expérience de la vie arrive-t-elle tout juste à votre aileron... Mais reconnaissez que, malgré notre incommensurable handicap, nous côtoyons chaque jour les autres jeunes auxquels vous ne portez que désintérêt et pour lesquels nous aimerions que vous ayez plus de considération et agissiez de façon « politiquement » correcte, c'est-à-dire du devoir qu'est le vôtre de veiller au bien-être de *toute* votre population. J'irai même jusqu'à dire que, dans ce domaine, nous sommes plus au courant de la situation environnante actuelle et que, dans un certain sens, notre expérience prend là des dimensions... démesurées... ce qui nous permet de proposer un travail de fond nécessaire, mais qui, je le concède, vous demanderait de le reconnaître et de dépasser l'espace d'un instant votre appartenance... de droite ou... de gauche. A ce que je sache et malgré ce que la MARCHE SILENCIEUSE nous donne à penser (rappelons que seul quatre députés ne faisaient pas l'école-buissonnière), le suicide ne touche pas seulement l'électorat... d'est ou... d'ouest ! Alors s'il vous plaît, Mesdames et Messieurs les Conseillers d'état et députés, ne pensez-vous pas réellement que le suicide est un problème qui dépasse de loin ces tracasseries et requiert, dès maintenant, une ouverture salutaire qui permettrait à tous ceux qui désirent aider leurs prochains d'œuvrer dans un contexte sain.

Mais quand donc vous réveillerez-vous, sortirez-vous de votre mutisme et vous déciderez-vous à combattre cet acte qui, chaque jour, enlève à une famille l'un de ses membres ou proches?

Excusez-moi, M^{me} Fabienne Bugnon et M. Luc Gilly, mais, malgré votre effort certain, vous faites parti d'un tout...

FABRICE ROMAN